

Cibler la petite enfance pour le mieux-être des jeunes et leur réussite

Mots clés : enfants, prévention, mobilisation, réussite, recherche

Le numéro de décembre 2011 de la revue *Le Monde de l'Éducation* a publié deux articles proposant un bilan provisoire des 2^{es} Rencontres interrégionales sur la persévérance et la réussite scolaires qui ont réuni plus de 900 personnes à Québec, les 19 et 20 octobre.



/// Michel Perron

Ph. D.
Professeur au
Département des
sciences humaines
Université du Québec
à Chicoutimi
Titulaire de la Chaire
UQAC-Cégep de
Jonquière
sur les conditions
de vie, la santé et
les aspirations des
jeunes (VISAJ)

Les nombreux commentaires reçus après l'événement et les évaluations des participants confirment le succès de cette rencontre et indiquent que la mobilisation en faveur de la persévérance scolaire touche maintenant tous les milieux et toutes les régions du Québec. Deux semaines plus tard, soit le 7 novembre 2011, un autre forum est venu confirmer qu'il est possible de changer le cours des choses au Québec lorsqu'un projet de société, piloté par des leaders engagés, devient source de mobilisation.

Ce forum, organisé à Montréal par la Fondation Lucie et André Chagnon sur le thème *Un Québec fou de ses enfants, 20 ans et ça continue*, a réuni plusieurs centaines d'intervenants (responsables de projets, travailleurs en centres à la petite enfance, chercheurs, etc.) dans le but de mesurer le chemin parcouru depuis vingt ans, soit depuis la parution du rapport du groupe de travail pour les jeunes *Un Québec fou de ses enfants*, présidé par Camil Bouchard. À la lecture du compte rendu du forum¹, on peut effectivement se féliciter des suites données aux 53 recommandations de l'époque, dont deux apparaissent aujourd'hui majeures : créer un programme national de stimulation infantile et réduire de moitié la pauvreté chez les enfants de 0 à 6 ans.

Qu'en est-il des recommandations de 1991 ?

L'idée d'un programme national de stimulation infantile s'est incarnée dans le réseau des centres



de la petite enfance (CPE) mis en place en 1997 par Pauline Marois, alors ministre de l'Éducation et ministre responsable de la politique familiale. Plus de 200 000 enfants de 0 à 5 ans fréquentent aujourd'hui ce réseau unique au monde, dont les services aux enfants et aux familles ont eu des répercussions majeures sur la société québécoise. Selon Pierre Fortin, professeur émérite de sciences économiques à l'UQAM : « Il y a actuellement 75 000 femmes de plus sur le marché du travail (...) »

1. *Sommes-nous encore fous de nos enfants?* Compte rendu du forum *Un Québec fou de ses enfants, 20 ans et ça continue* (2012). Montréal, Fondation Lucie et André Chagnon, 18 pages.

La pauvreté des enfants, du même coup, a connu une baisse spectaculaire passant de près de 24 %, à moins de 8 % »².

D'ailleurs, le bien-fondé du virage québécois en matière de petite enfance fait l'envie de plusieurs provinces canadiennes ou encore de pays comme les États-Unis ou la France. Dans un rapport publié récemment par une fondation canadienne³, on présente un index de l'éducation pour la petite enfance en 2011 au Canada basé sur 19 critères regroupés en cinq rubriques : gouvernance intégrée, financement, accessibilité, environnement d'apprentissage, responsabilité. Le Québec y obtient le meilleur pointage global devant l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario.



Des améliorations souhaitées pour que le Québec demeure fou de ses enfants

Le forum du 7 novembre dernier a posé de bonnes questions et suggéré des pistes d'action pour poursuivre le rêve inspiré par *Un Québec fou de ses enfants*. Que faire pour que les quelque 1,5 million de jeunes Québécois puissent s'épanouir dans un monde en perpétuel changement où les parents

manquent souvent de temps au quotidien, dans une société où les enfants ne bougent pas suffisamment et manquent souvent de sommeil ?

Ce forum a également insisté sur l'importance de poursuivre la lutte à la pauvreté en indiquant que le moment serait malvenu de sabrer dans les programmes sociaux. Pour sa part, le rassemblement du 19 et 20 octobre dernier a réitéré l'importance de la mobilisation intersectorielle pour prévenir le décrochage scolaire, source fréquente d'une spirale de pauvreté. Les deux grands rassemblements de l'automne 2011 ont donc insisté, chacun dans son contexte, sur un ancrage fondamental de l'action : poursuivre la lutte à la pauvreté. Selon l'Association canadienne des banques alimentaires, 12 % des jeunes âgés de 12 à 19 ans vivaient une situation d'insécurité alimentaire en 2006. Par ailleurs, selon les dernières données du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour l'année 2009-2010, 24,8 % des garçons et 15,6 % des filles sont sortis du secondaire sans diplôme. Or, tous les travaux scientifiques démontrent que le risque de décrochage est beaucoup plus élevé chez les élèves de milieu défavorisé et qu'agir en amont devient incontournable.

Des plans d'action qui ciblent la petite enfance

Dans le rapport du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec publié en mars 2009⁴, les services de garde éducatifs à l'enfance et les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance ont été ciblés comme champs d'action. Parmi les dix actions proposées, deux visaient directement les enfants de 0 à 5 ans : accroître les services d'accompagnement offerts aux futurs parents, aux parents et aux enfants de 0 à 5 ans issus de milieux défavorisés (action no 3); mener des projets pilotes communautaires – complémentaires aux services de garde – ciblant les enfants à risque de 0 à 5 ans dans les milieux défavorisés afin de préparer leur intégration au primaire (action no 4). La stratégie du gouvernement du Québec *L'école, j'y tiens!*, lancée en septembre 2009 par Michelle Courchesne, alors ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, a également souligné l'importance de préparer l'entrée à l'école des enfants de milieux

2. Ibid., p.5.

3. M. N. MCCAIN, J. F. MUSTARD, J. F. et K. MCCUAIG (2011). *Le point sur la petite enfance 3 : Prendre des décisions, agir*. Toronto, Margaret & Wallace McCain Family Foundation, 131 pages.

4. GROUPE D'ACTION SUR LA PERSÉVÉRANCE ET LA RÉUSSITE SCOLAIRES AU QUÉBEC (2009). *Savoir pour pouvoir. Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*. Montréal, BMO Groupe financier, 67 pages.



défavorisés ou en difficulté (voie 4). « Le niveau de développement d'un enfant à son entrée à l'école conditionne en bonne partie les premières étapes de sa scolarisation. Prévenir l'échec scolaire nécessite donc d'agir tôt, au cours de la petite enfance et de l'entrée à l'école. »⁵

La recherche peut faire une grande différence

L'une des leçons importantes que l'on peut tirer des deux rapports évoqués dans cette chronique renvoie au rôle de la recherche et du transfert de connaissances. Les actions qui ont découlé de ces deux initiatives sont d'ailleurs considérées par plusieurs comme des exemples « d'innovation sociale ». Des travaux scientifiques d'importance, des enquêtes auprès des publics cibles, des sondages d'opinion, des évaluations rigoureuses, diverses publications ont pertinemment jalonné le déploiement de tels plans. Aujourd'hui, au Québec, la Fondation Lucie et André Chagnon

constitue un acteur d'importance dans la valorisation de la recherche et de l'évaluation en matière de développement social et de bien-être des individus et des collectivités. Par exemple, le soutien donné à l'initiative actuelle de mesurer, par une grande enquête québécoise, le niveau de développement et de maturité de tous les enfants avant l'entrée à l'école, est un autre exemple de partenariat favorable au bien-être des enfants. Nous suivrons avec intérêt le déroulement de cette grande première orchestrée par Avenir d'enfants avec l'appui scientifique de l'Institut de la statistique du Québec. Ces nouvelles données seront sans doute très précieuses pour soutenir les interventions en matière de prévention touchant le bien-être et la réussite des jeunes Québécois.

michel2.perron@uqac.ca

5. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (2009). *L'école, j'y tiens! Tous ensemble pour la réussite scolaire*. Québec, gouvernement du Québec, 34 pages.